

RÉSUMÉ FINAL DE L'ÉVALUATION DE L'UNITÉ CDMO - Centre de Droit Maritime et Océanique

SOUS TUTELLE DES ÉTABLISSEMENTS ET
ORGANISMES :
Université de Nantes

CAMPAGNE D'ÉVALUATION 2020-2022
VAGUE B



Pour le Hcéres¹:

M. Thierry Coulhon, Président

Au nom du comité d'experts²:

Mme Isabelle Bon-Garcin, Présidente du comité

En vertu du décret n°2014-1365 du 14 novembre 2014 :

1 Le président du Hcéres « contresigne les rapports d'évaluation établis par les comités d'experts et signés par leur président. » (Article 8, alinéa 5) ;

2 Les rapports d'évaluation « sont signés par le président du comité ». (Article 11, alinéa 2).

Les données chiffrées de ce document sont les données certifiées exactes extraites des fichiers déposés par la tutelle au nom de l'unité.

PRÉSENTATION DE L'UNITÉ

Nom de l'unité :

CDMO - Centre de droit maritime et océanique

Acronyme de l'unité :

CDMO - Centre de droit maritime et océanique

Label et N° actuels :

EA 1165

ID RNSR :

199213373A

Type de demande :

Renouvellement à l'identique

Nom du directeur (2020-2021) :

M. François Mandin

Nom du porteur de projet (2021-2025) :

M. Martin Ndende

Nombre d'équipes et /ou de thèmes du projet :

MEMBRES DU COMITÉ D'EXPERTS

Présidente :

Mme Isabelle Bon-Garcin, Université Lumière Lyon 2

Experts :

Mme Isabelle Bon-Garcin, Université Lumière - Lyon 2

M. Giuseppe Cataldi, Département de Sciences Humaines et Sociales,
Université de Naples "L'Orientale", Italie

Mme Kiara Neri, Université Jean Moulin Lyon 3

M. José Manuel Sobrino Heredia, Université de La Corogne, Espagne

REPRÉSENTANT DU HCÉRES

M. David Kremer

REPRÉSENTANTS DES ÉTABLISSEMENTS ET ORGANISMES TUTELLES DE L'UNITÉ

M. Nicolas Antheaume, Université de Nantes

M. Olivier Grasset, Université de Nantes

M. Sébastien Youinou, Université de Nantes

INTRODUCTION

HISTORIQUE ET LOCALISATION GÉOGRAPHIQUE DE L'UNITÉ

L'enseignement du droit maritime à Nantes naît en 1966 à l'initiative d'Emmanuel Du Pontavice, lors de la réorganisation de l'Université de Nantes et de la Faculté de Droit et des Sciences Politiques. En 1970, M. Mircea Mateesco-Matte fonde le Centre de Droit Maritime et Océanique (CDMO) : il s'agit de l'un des huit laboratoires de l'Université de Nantes spécialisés dans le domaine de la recherche sur le milieu marin et littoral, puis l'un des 17 laboratoires de l'Institut Universitaire Mer et Littoral (IUML), Fédération du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) depuis 2012. Le CDMO s'est ensuite développé sous l'impulsion de M. Philippe-Jean Hesse, historien du droit, M. André-Hubert Mesnard, spécialiste du droit du littoral et du droit du patrimoine culturel, M. Yves Tassel, spécialiste du droit maritime commercial, de M. Jean-Pierre Beurier, spécialiste du droit de la mer et du droit international de l'environnement, et de M. Patrick Chaumette, spécialiste du droit du travail maritime.

Le laboratoire est situé au sein des locaux de l'UFR (Unité de Formation de la Recherche) Droit et Sciences Politiques, Chemin de la Censive du Tertre, à Nantes. Plusieurs programmes de recherche sont également accueillis par le conseil scientifique de la Maison des Sciences de l'Homme (MSH) Ange Guépin, allée Jacques Berque à Nantes.

ÉCOSYSTÈME DE RECHERCHE

L'unité relève du pôle sociétés de l'Université de Nantes. Elle est impliquée, également dans des structures de coordination et de recherche, telles que l'Institut Universitaire Mer Littoral, la Maison des Sciences de l'Homme, le Projet Next (Nantes Excellent Trajectory) « industrie et future », le Cluster Oracle (Accélérateur de la recherche pour l'éolien en mer), le Groupement d'intérêt scientifique (GIS) « Études Touristiques », le GIS « Histoire et science de la mer » et dans des pôles de compétitivité de recherche et de développement (Pôle Mer Bretagne Atlantique, Atlanpole et Cluster Maritime Français). Le CDMO participe à des réseaux scientifiques et de recherche nationaux et internationaux, travaille en collaboration avec d'autres centres de recherche et des écoles de formation maritime, tant nationales qu'étrangères, et ses membres sont impliqués dans diverses sociétés savantes et instituts de recherche.

NOMENCLATURE DU HCÉRES ET THÉMATIQUES DE L'UNITÉ

SHS Sciences humaines et sociales

La recherche au sein de l'unité est organisée autour de trois axes principaux : la gouvernance des espaces marins et protection de l'environnement, la sécurité et sûreté maritime et portuaire, les activités maritimes et océaniques.

SHS Sciences humaines et sociales

SHS2_1 Droit

La recherche au sein de l'unité est organisée autour de trois axes principaux : la gouvernance des espaces marins et protection de l'environnement, la sécurité et sûreté maritime et portuaire, les activités maritimes et océaniques.

DIRECTION DE L'UNITÉ

La direction de l'équipe a été assurée pour le contrat en cours par M. François Mandin et sera reprise par M. Martin Ndende pour le prochain contrat.

EFFECTIFS DE L'UNITÉ

Personnels en activité	Nombre au 01/06/2020	Nombre au 01/01/2022
Professeurs et assimilés	1	1
Maîtres de conférences et assimilés	7	7
Directeurs de recherche et assimilés	0	0
Chargés de recherche et assimilés	0	0

Conservateurs, cadres scientifiques EPIC, fondations, industries...	0	0
Professeurs du secondaire détachés dans le supérieur	0	0
ITA-BIATSS, autres personnels cadre et non cadre EPIC...	1	1
Sous-total personnels permanents en activité	9	9
Enseignants-chercheurs non titulaires, émérites et autres	1	
Chercheurs non titulaires, émérites et autres (excepté doctorants)	12	
Doctorants	18	
Autres personnels non titulaires		
Sous-total personnels non titulaires, émérites et autres	31	
Total personnels	40	9

AVIS GLOBAL SUR L'UNITÉ

L'unité qui a une expérience de plus d'un demi-siècle liée à la recherche en droit des activités maritimes et océaniques est reconnue tant au niveau national qu'international. Grâce à cette expérience et au fait qu'il s'agit d'une équipe pluridisciplinaire qui travaille ensemble depuis longtemps, elle a pu, malgré sa petite taille, aborder de manière intégrale les différentes branches du droit de la mer et du droit maritime. Cela se traduit par une recherche équilibrée entre les trois axes et par une très importante production scientifique, principalement en français et dans une moindre mesure en anglais ou en espagnol. Ces publications ont trouvé une voie prioritaire dans l'annuaire, le journal électronique et les carnets édités par le CDMO avec cependant comme effet que peu de travaux ont été publiés dans des revues juridiques plus généralistes, étrangères ou mieux indexées, ce qui a limité leur diffusion et la divulgation de leur contenu.

Durant la période évaluée l'unité a porté 3 contrats, dont 1 ERC (programme Human sea) et deux contrats avec les collectivités territoriales (projets Transformation du métier de marin et Seaflower). Elle a été partenaire de 2 contrats (Coselmar et Amialgae). Le savoir-faire de l'unité dans les domaines juridico-maritimes a permis l'organisation de nombreux colloques nationaux et internationaux et a attiré un grand nombre de chercheurs d'autres universités et centres de recherche nationaux et étrangers. Les doctorants contribuent efficacement à la production de l'unité. Mais faute de financements, l'unité peine à encourager les nouvelles inscriptions en thèse.

L'importance et la continuité des activités du CDMO dans le monde juridico-maritime l'ont amené à interagir fréquemment dans un environnement non académique, en concluant des conventions (dont deux conventions CIFRE) et des contrats avec des entreprises et des collectivités locales, et à faire connaître ces activités auprès du grand public.

La faible taille de l'unité, son caractère pluridisciplinaire et paritaire a facilité l'organisation de ses activités et le fonctionnement de ses différentes instances, ainsi que les échanges formels et informels entre ses membres, mais cette organisation est entravée par l'absence de locaux propres, le manque de soutien adéquat en termes de personnel auxiliaire et d'appui à la recherche.

En ce qui concerne le projet et la stratégie à cinq ans, il se caractérise par sa continuité et son évolution dans le sens où il propose une activité de recherche et de formation qui couvrirait le droit de la mer et le droit maritime dans sa globalité. Il s'agit d'une garantie en raison de l'expérience de l'unité dans ce domaine, mais le comité d'experts s'interroge sur les moyens humains et financiers nécessaires à sa réalisation.

Les rapports d'évaluation du Hcéres
sont consultables en ligne : www.hceres.fr

Évaluation des coordinations territoriales
Évaluation des établissements
Évaluation de la recherche
Évaluation des écoles doctorales
Évaluation des formations
Évaluation et accréditation internationales



2 rue Albert Einstein
75013 Paris, France
T. 33 (0)1 55 55 60 10

hceres.fr

[@Hceres_](https://twitter.com/Hceres_)

[Hcéres](https://www.youtube.com/Hceres)